

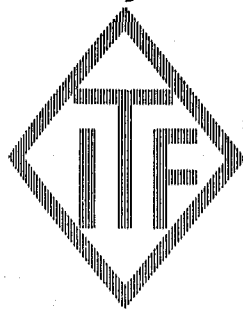


FASCISME

Quatrième année.

Amsterdam, le 7 mars 1936.

N°5



NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE.

Ce n'était qu'un ouvrier. (I.T.F.) Le samedi de Pâques 1935, un chef de troupe des S.A. dantzikoïses avait assassiné avec le poignard faisant partie de son équipement, un docker catholique, père de 7 enfants. Les juges nationaux-socialistes cléments, ne condamnèrent le meurtrier qu'à deux années de prison, peine qu'il n'eut même pas besoin de purger, vu que fin janvier 1936 déjà il fut élargi. La vie d'un ouvrier ne pèse pas lourd

aux yeux des Nazis!

Les travailleurs quittent en masses le Front du Travail. (I.T.F.) La situation financière du Front du Travail dantzikoïse est fort difficile. Vu la pénurie de devises étrangères dans le Troisième Reich, les subventions de Berlin se font rares et les membres amenés par la force, font la grève des cotisations. En automne 1935, les travailleurs ont déserté en masses le Front du Travail. Dans les entreprises privées et même dans les entreprises publiques relevant d'autorités nazies, les ouvriers résistent non sans succès, contre la retenue sur leurs salaires des cotisations destinées au Front du Travail. Le Front du Travail a perdu l'espoir de reconquérir les renégats. Cette grève des cotisations a à tel point ébranlé les finances du Front du Travail dantzikoïse qu'on a été obligé d'instituer un Commissaire spécial chargé de faire des économies: le trop fameux Nazi von Wnuck, qui a eu soin de faire une bonne affaire personnelle, lors de la dévaluation du Gulden dantzikoïse, en se servant d'informations qu'il possédait d'office. Ce militant à toute épreuve du principe national-socialiste " l'intérêt privé prime l'intérêt commun" fait des économies selon la vraie méthode nazie. Il a licencié de nombreux employés en surnombre, rogné le traitement des petits employés, bien qu'on eût tout récemment accordé une majoration de 25 à 30% à ceux des échelles supérieures en raison de la dévaluation du Gulden et que le chef suprême du Front du travail à Dantzig touche entre 1.700 et 2.000 gulden par mois. On suspendra aussi la parution de l'organe "Der Schaffende" si du moins Berlin ne met pas à la dernière minute l'argent nécessaire à disposition.

Pourquoi on prive les enfants de lait. (I.T.F.) Les autorités de l'Instruction publique dantzikoïse veulent forcer les enfants ouvriers à quitter l'Association sportive ouvrière. Les professeurs sont chargés d'insister auprès de leurs élèves à ce sujet. Dans une école, les enfants qui continuaient comme par le passé à faire de la gymnastique dans l'Association du sport ouvrier ont été exclus de la distribution de lait dont bénéficient tous les enfants sous-alimentés de l'école en question.

La misère absolue. (I.T.F.) Cianetti, le chef de la Confédération fasciste des ouvriers de l'industrie avait reconnu dans son interview au journaliste américain Spivak, que dans l'Italie fasciste une famille ouvrière ne peut gagner assez pour vivre que lorsqu'elle accumule le salaire de 2 1/2 personnes. L'Italie fasciste, sous la pression du chômage accru, conséquence indirecte de l'agression contre l'Abyssinie, a cependant recours à ne plus admettre qu'une seule personne par famille ouvrière à faire du travail rétribué. Dans une interview accordée à un reporter du quotidien parisien "Le Matin", Cianetti a déclaré : "Notre principe fondamental est de nous arranger toujours pour donner du travail à une unité dans chaque famille ouvrière, ce qui équivaut, en pratique, à faire supporter les sacrifices par la totalité des individus, ceux-ci étant obligés de se restreindre par suite des nécessités nationales, sans que personne soit réduit à la misère absolue."

Des sacrifices "par suite des nécessités nationales" ne sont cependant réclamés que des travailleurs. Les fournisseurs de matériel de guerre n'ont pas eux, besoin d'en faire; au contraire. Il y a quelque temps, on a annoncé dans des réunions ouvrières qu'on pratiquerait un prélèvement important sur la fortune des gens aisés, afin de couvrir les frais de la campagne contre l'Abyssinie. A présent le "Giornale d'Italia" (officieux) déclare qu'il ne saurait être question d'un prélèvement sur le capital. Les profiteurs de guerre empochent les bénéfices; les actions du grand consortium chimique Montecatini ont monté ces derniers 14 mois de 45%. Les actions de la société Fiat qui travaille à plein rendement pour l'armée, ont augmenté de 33%; pendant ce temps les classes laborieuses sont en proie à une misère noire. (L'interview sus-visée a paru dans "Le Matin" du 14 février et a été reproduite partiellement dans le "Lavoro Fascista" du 15 février. Voir pour l'interview à Spivak, "Fascisme" N° 4)

Misère croissante. (I.T.F.) L'Italie fasciste se trouve à la suite de la campagne dispendieuse contre l'Abyssinie, acculée à la banqueroute. Les sanctions pratiquées par les Etats membres de la Société des Nations ont sensiblement frappé plusieurs des industries travaillant pour l'exportation ou dépendant de l'importation de matières premières de l'étranger. La dictature fasciste dont la propagande se confond en amabilités vis-à-vis des travailleurs, laisse froidement mourir de faim ces mêmes travailleurs. Tullio Cianetti, le chef de la Confédération fasciste des ouvriers de l'industrie, a cyniquement reconnu dans une interview accordée à un représentant du "Matin" (N° du 14 février 1936) : "Une des corporations qui ont le plus souffert en Italie est celle des marbriers, car toute notre exportation de marbre travaillé pour l'Argentine et l'Angleterre est naturellement arrêtée. C'est ainsi que, dans cette branche de l'industrie, sur 10.000 ouvriers, 7.000 sont sans travail. Mais nous avons pu cependant en envoyer 3.000 en Erythrée. Pour les 4.000 autres, nous faisons tous les efforts nécessaires pour qu'ils retrouvent de l'embauche dans d'autres branches."

La dictature en faillite ne peut pas songer à compenser ce chômage en faisant exécuter des travaux publics. Bien au contraire: "Pour raisons d'économie le gouvernement a arrêté la plupart des grands travaux que nous espérons voir reprendre au printemps. Mais pour l'instant, beaucoup de terrassiers et de maçons sont sans travail".

Les victimes de la politique fasciste qui n'ont pas le "bonheur" d'être envoyées en Afrique orientale se trouvent devant le néant. A leur sujet, Cianetti déclare: " D'une façon générale, nous tentons de remédier à la situation, pour ce qu'elle a d'urgent, en donnant une allocation de chômage, tout en prévenant les intéressés que celle-ci ne pourra pas être prolongée au-delà de trois mois." On voit, les fascistes ne donnent point à manger à ceux qui ont faim. Les razzias policières par contre se font de plus en plus fréquentes et pendant ces entrefaites, les prisons se remplissent de gens affamés luttant contre la dictature qui les opprime.

Civilisation autrichienne. (I.T.F.) Les syndicats clandestins libres d'Autriche écrivent à l'I.T.F. ce qui suit: " Depuis la prétendue amnistie on a procédé en Autriche à pas moins de 700 arrestations. Chaque semaine on distribue des années de prison par douzaines, frappant des hommes et des femmes sincères qui n'ont pas d'autre désir que de s'employer en faveur de la liberté et de la défense des droits de la classe ouvrière. A Bleiberg-Kreuth en Carinthie, on a récemment arrêté 60 mineurs. On les a conduits à la gendarmerie. On leur a dit d'enlever leurs chaussures et on les a frappés à coups de bâton sur

la plante des pieds. Pendant que les chefs d'Etat autrichiens mentent dans le monde entier pour avoir de l'aide financière, pendant que le chancelier Schuschnigg tient des discours éloquents sur l'incorporation de l'Autriche dans la civilisation européenne, la barbare terreur fasciste s'aggrave!"

Luttes autour de la caisse. (I.T.F.) Dans la fabrique d'automobiles Steyr-Daimler-Puch A.G. le trésorier de la "communauté d'entreprise" --substituée par les fascistes aux conseils d'usine-- a détourné 3.000 schillings. Janak, le président de la "communauté d'entreprise" adjoint au maire de Steyr et député au Parlement, s'était lors de conférences fait verser des indemnités en double. Son remplaçant s'était enrichi de la même manière. La direction du syndicat unique laissa passer ces cas de corruption, vu que les trois personnes étaient des membres en vue de la Heimwehr fasciste, la garde du prince Starhemberg, financée par l'Italie. Ce n'est qu'au moment où les ouvriers des fabriques Daimler avaient commencé la grève des cotisations que le syndicat unique intervint, démit les fonctionnaires corrompus et obligea, sous la pression des ouvriers, le président de la communauté d'entreprise à déposer ses mandats d'adjoint et de député.

La Heimwehr ressentit cette intervention contre ses représentants comme une atteinte à ses droits les plus sacrés. La direction de la Heimwehr de Haute-Autriche lança le 3 février 1936 un manifeste assez âpre contre le président du Syndicat unique, Staud, et contre les dirigeants des syndicats chrétiens dont le journal des sections d'assaut de Marche orientale (le corps de défense du chancelier Schuschnigg! Réd.) disait récemment qu'ils ne savent pas eux-mêmes s'ils doivent être des catholiques ou des marxistes. Ces "marxistes" auraient en destituant de leurs fonctions les trois Heimwehrs corrompus, déclenché un "conflit ouvert", raison pour laquelle la Heimwehr refuse "catégoriquement" toute collaboration avec eux. La Heimwehr se plaint amèrement: "Les possibilités de travail que nous pouvions offrir à nos camarades des milieux ouvriers sont aussi insuffisantes qu'avant, encore veut-on les priver de ces quelques possibilités de gagne-pain." C'est pour ces "possibilité de gagne-pain" (lire de corruption) que la Heimwehr mène une âpre lutte.

Lutte des classes. (I.T.F.) Les travailleurs des fabriques d'automobiles "Austro-Fiat" et "Sauerwerke" fonctionnant à plein rendement, avaient obligé le syndicat fasciste à réclamer l'augmentation de leurs salaires jusqu'au niveau de février 1934. Les employeurs, non contents de prouver aux ouvriers, par un refus catégorique, combien le syndicat unique et la dictature fasciste sont puissants, envisagent dès maintenant des mesures disciplinaires contre les dirigeants du syndicat unique. Le syndicat fasciste des ouvriers métallurgiques se plaint "Dans les usines de la "Austro-Fiat, on embauche journellement de nouveaux ouvriers, quoiqu'au dire des hommes de confiance il n'y ait pas de raisons suffisantes pour ce faire. Ces procédés ont manifestement pour but, après la période actuelle de surproduction en vue de la Foire commerciale au printemps de pouvoir licencier de la main-d'oeuvre, non pas les nouveaux venus évidemment, mais des membres de l'ancien personnel... aux fins d'épuration... Dans les "Sauerwerke" se fait sentir subitement une pénurie de matières premières, chose qui ne s'est jamais produite; il est évident qu'on désire, après la période actuelle de travail intense, imposer un ralentissement de la production afin de réfuter le principal argument des travailleurs, celui du redressement continu de la vie économique." (Arbeiterwoche N°8).

La lutte des industriels autrichiens contre le syndicat unique fasciste s'est terminée, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, par une défaite complète des jaunes. Les industriels n'ont fait aucune concession à l'organisation fasciste des ouvriers métallurgistes quoique le chef de celle-ci revête actuellement les fonctions de sous-secrétaire d'Etat pour les questions sociales au ministère du Travail. C'est avec résignation que le remplaçant du sous-secrétaire d'Etat, le secrétaire administratif du syndicat des travailleurs de l'industrie métallurgique et des machines électriques, doit constater: "La bataille est perdue pour les ouvriers et le syndicat" ("Arbeiterwoche N°8, du 22 février 1936).

Les employeurs ont prouvé aux syndicalistes illégaux qu'il existe toujours (dans l'Etat corporatif chrétien) une lutte des classes mais pratiquée d'en haut seulement (Arbeiterwoche 29 février). Contre cette lutte des classes de la part des employeurs, la dictature chrétienne n'a aucune objection. Elle leur donne carte blanche.

Les uns se serrent la ceinture , les autres organisent des jeux.

(I.T.F.) Lorsque, le 20 janvier dernier, une reunion de la section de Haute Bavière du parti national socialiste fut convoquée, le ministre d'Etat bavarois Wagner, déclara "au milieu d'applaudissements frénétiques(!) que de larges couches de la population ouvrière souffrent la faim pour permettre au Reich de vivre" (d'après un article des "Münchener Neueste Nachrichten" du 22 janvier 1936). En février les Jeux Olympiques d'Hiver se sont déroulés en Haute-Bavière, fastueusement, selon le goût des chefs du Troisième Reich. Les Nazis n'ont point d'argent pour les ouvriers affamés; il faut tendre la main pour eux, mais les sommes épargnées sur les ouvriers sont gaspillées à pleines mains pour les Jeux Olympiques. Hitler siégeait à la tribune d'honneur. - Il était satisfait.

L'armée contre le peuple. (I.T.F.) L'armée allemande n'a pas uniquement été constituée pour menacer les pays voisins, elle doit servir également à maîtriser "l'ennemi interne". Le soldat allemand a le devoir, ainsi que le formulait autrefois l'Empereur Guillaume II, de faire feu sur son père et sa mère, lorsque l'ordre lui en est donné. Par décret du 17 janvier 1936, il est prévu que la force armée a le droit de se servir sans autre de ses armes dans le but de maintenir ou de rétablir l'ordre et la sécurité publics:

- 1°) Pour parer une attaque ou menace présentant un danger pour la vie ou pour la santé, ou pour briser de la résistance.
- 2°) Pour imposer le respect de l'ordre de déposer les armes ou de celui de se disperser lors d'attroupements massifs.
- 3°) Contre des prisonniers ou détenus provisoires tentant de prendre la fuite, malgré l'avertissement donné lors de leur arrestation qu'à la moindre tentative on ferait usage des armes.
- 4°) Pour arrêter des personnes qui par la fuite tâchent de se soustraire à l'obéissance à des ordres justifiés, malgré l'avertissement "halte-là" lancé à haute voix.
- 5°) Pour protéger des personnes ou biens placés sous leur garde. Lorsque la situation le permet, un appel donnant l'ordre de s'arrêter doit, dans ce cas également, précéder l'usage des armes.

.....Les explosifs (grenades à mains etc.) sont assimilés à l'arme à feu.

Il est à remarquer qu'il fut défendu à la presse de reproduire ce décret, publié au journal officiel la veille des fêtes organisées à l'occasion de la commémoration du 30 janvier. Hitler veut se faire fêter comme "l'ami du peuple", de même que l'homme qui autrefois exigeait que, sur son ordre, on fasse feu sur ses parents.

La communauté populaire. (I.T.F.) L'industrie textile allemande souffre d'une pénurie de débouchés. La puissance d'achat des masses a baissé et les matières premières se font rares, vu le manque de devises étrangères. Dans 3.000 entreprises occupant le septième du nombre total des travailleurs du textile, on ne fait même pas 36 heures de travail par semaine. En considération des bas salaires touchés par les ouvriers et particulièrement par les ouvrières du textile, cette semaine de travail réduite signifie une misère indicible.

A en croire les paroles des Führer nazis, il faudrait admettre que les industriels du textile partageraient la misère de leurs salariés. En réalité cependant, le bénéfice desdits industriels a considérablement augmenté! La Frankfurter Zeitung (N°34/35 annonce que sur 90 sociétés textiles dont les actions sont négociables en bourse, 41 ont augmenté leurs dividendes l'année dernière. Tandis que les ouvriers du textile souffrent la faim, le dividende moyen distribué par les entreprises augmente de 11%.

Victimes du leurre des races. (I.T.F.) Afin de rassembler une documentation statistique pouvant justifier les théories racistes nazies, l'Office central pour l'hygiène populaire a créé un "livret de santé" qui devra à l'avenir être tenu à jour pour chaque membre du parti national-socialiste, dans le Service du travail, dans les Jeunesses hitlériennes et dans le Front allemand du Travail. Le livret de santé se compose d'une couverture et de trois feuilles. La feuille A s'applique à la période allant de la naissance jusqu'à la 6ème année, la feuille B. de la 7ème année à la 18ème et la feuille C de la 19ème à la 65ème année de la vie. Les feuilles doivent mentionner des détails sur l'état physique de la personne en cause, sur ses conditions sociales et particulièrement sur ses qualités héréditaires. Après un premier examen, le livret de santé est déposé auprès de l'Office pour

l'hygiène national du parti nazi où les chefs des organisations nationales-socialistes et les autorités--mais non pas l'intéressé (1)--peuvent en prendre connaissance.

Pour les ouvriers, cette obsession des Nazis par des théories racistes est lourde de conséquences. Des travailleurs dont la santé laisse quelque peu à désirer risquent de se heurter à d'énormes difficultés lorsqu'il s'agit de trouver du travail. Celui dont le livret de santé mentionne la tuberculose, un cancer ou même une infection de syphilis est affecté par ces indications pour toute sa vie. Il n'existe aucune garantie contre les diagnostics erronés à la suite d'un examen superficiel, attendu que les indications ne peuvent pas être contrôlées. C'est pourquoi les ouvriers malades tâcheront d'éviter une visite médicale et de simuler d'être en parfaite santé, afin de ne pas avoir d'indications dans leur livret de santé. Ces excès des fanatiques racistes compromettent la santé des travailleurs et les livrent davantage encore à l'emprise de la bureaucratie du parti nazi.

Crise en permanence. (I.T.F.) L'industrie allemande de la chaussure souffre d'un manque de débouchés. Les ventes dans le commerce de détail ont baissé jusqu'au-dessous du niveau de l'année de crise de 1932. Les commandes officielles pour l'armée et les groupements nationaux-socialistes n'ont pas pu compenser le resserrement des autres débouchés, conséquence de la baisse du pouvoir d'achat des masses. L'exportation de chaussures n'a pratiquement plus d'importance. Dans de nombreuses entreprises on a dû procéder à des compressions et le chômage partiel y est la règle. Dans certains districts on ne travaille plus que 30 heures par semaine.

Avec l'aide des autorités, l'industrie de la chaussure a transféré de nombreuses entreprises des villes vers des localités de campagne favorablement situées, transferts qui leur permettent de payer leurs ouvriers selon des classes de salaire inférieures. La substitution de femmes et d'adolescents aux hommes a déprimé davantage le niveau des salaires. Ces réductions de salaires ne font que rendre plus dure la diminution due à l'introduction du chômage partiel.

Toujours à nouveau la dictature nazie a voulu prétendre que la crise dans l'industrie de la chaussure était saisonnière. A présent cependant elle est obligée de reconnaître que le resserrement du pouvoir d'achat et la baisse des exportations ont amené une crise permanente et elle a mis en vigueur pour les 95.000 ouvriers de la chaussure le "secours spécial de chômage partiel". Ce secours compense la moitié de l'écart entre le salaire réellement gagné et celui que comporterait une semaine de travail de 36 heures. Les ouvriers de la chaussure en chômage partiel doivent vivre de moins que de l'allocation de chômage.

"Responsabilité vis-à-vis de soi" - la dernière trouvaille! (I.T.F.) Le Front allemand du Travail s'est rendu compte du danger qui le menace de la part des "Commissions de travail" créées par districts pour les différentes industries. Ses secrétaires n'ont pas accès aux sessions de ces commissions où siègent des représentants patronaux et "ouvriers à nombres égaux. Un ralliement--encore interdit-- de ces 3.000 commissions régionales pourrait donner naissance à une organisation rivale des Communautés d'entreprise nationales du Front du Travail.

Le Front du Travail a voulu prévenir le danger; il a émis le 25 janvier un règlement pour les "Commissions de travail" qui ont été placées sous le contrôle d'un nouvel "Office pour la responsabilité sociale". Le nom de cet office qui remplace l'ancien "Office pour la reconstruction corporative" est destiné à créer l'impression que dans le cadre du Front du travail peut exister de l'autonomie.

Par "responsabilité vis-à-vis de soi" les Nazis entendent toutefois que les Führers n'ont pas de comptes à rendre aux membres mais portent eux-mêmes la responsabilité dont ils sont chargés. Les Commissions de travail ne sont pas des organes autonomes mais ce sont uniquement des Commissions patronales ayant pour but d'assister de leurs conseils les Commissaires du travail. Vu que seuls des membres des Conseils de confiance peuvent faire fonction de "représentants du personnel" et que tous les candidats aux conseils de confiance sont désignés par l'employeur, lesdites commissions ne sont au fond qu'une résurrection légales des associations patronales "dissoutes". On a choisi la forme des commissions de travail afin de détourner sur les ouvriers et employés siégeant dans ces commissions, la responsabilité d'avilissement ultérieurs des conditions de travail. En des périodes de détresse, tout le monde doit faire des sacrifices qui peuvent

être compris et supportés bien plus facilement après un échange de vues ouvert" ainsi écrivait le 25 janvier le rédacteur pour des questions sociales du quotidien du Front allemand du travail. Les Nazis semblent espérer que s'ils réussissent à rendre responsables les Commissions de travail des mesures de réaction sociale, les ouvriers se tourneront contre les Commissions en question au lieu de chercher les responsables parmi les Commissaires au travail et les dirigeants du Front allemand du travail. C'est pourquoi la propagande en faveur de la "responsabilité vis-à-vis de soi" occupe une place centrale dans l'activité du Front du travail.

Chômage croissant. (I.T.F.) Le correspondant berlinois de l'hebdomadaire de la haute finance anglaise "The Economist" constate dans le numéro du 15 janvier dernier: "Contrairement aux prédictions officielles qu'en dehors des fluctuations saisonnières, le chômage se résorberait graduellement et serait totalement surmonté en 1936, l'année écoulée nous fournit la preuve d'une stabilité inquiétante. Vu que le nombre des jeunes gens ayant fini leurs classes, nouveaux venus sur le marché du travail, était en avril dernier plus grand que de coutume, le chiffre des occupés accusera probablement une augmentation. Lorsque toutefois on tient compte du très grand nombre de citoyens transférés en 1935 du marché du travail dans les forces de défense, on en déduirait qu'il n'y a aucun regrès, quelque peu notable, du chômage, bien plutôt une augmentation sensible".

(Il convient de tenir compte du fait que non seulement les chiffres des statistiques allemandes sur le degré d'occupation induisent en erreur, mais aussi que les chiffres des statistiques des caisses d'assurance-maladie donnent une image fautive de la situation, depuis l'augmentation du chômage partiel et de la mise en pratique des "vacances forcées". Dans bien des industries la coutume existe de ne donner du travail à des hommes qu'un ou deux jours par semaine "afin de maintenir leur contact avec l'entreprise". Dans le but en outre, de dissimuler les forces réelles de l'armée, une partie des forces militaires sont représentées comme étant employées dans certaines industries. Dans les circonstances données, les chiffres concernant le nombre des personnes employées ont donc peu de valeur comme moyen de contrôle des chiffres du chômage.)

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Les cheminots autrichiens. (I.T.F.) Pendant les deux années écoulées depuis l'anéantissement du syndicat libre autrichien, la dictature chrétienne n'a pas réussi à conquérir la sympathie des cheminots. Le 7 février, le chef des cheminots chrétiens autrichiens Knosp a dû reconnaître en parlant dans une réunion de cheminots à Gratz: "Les chemins de fer fédéraux comptent aujourd'hui un personnel de 52.000 agents en service actif; sur ce chiffre 20.000 à peu près sont syndiqués dans la Centrale des agents des chemins de fer chrétienne-allemande, environ 3.000 font partie de l'organisation de la Heimwehr, le reste est toujours à l'écart". Malgré la terreur et les menaces de licenciement, les cheminots autrichiens ne veulent rien savoir des organisations jaunes des cléricaux et des fascistes.

Où ils placent l'insigne. (I.T.F.) Les agents des tramways autrichiens sont contraints de s'inscrire comme membre de l'organisation centrale des groupements fascistes, le "Front patriotique". Ils ne peuvent pas se soustraire à la pression exercée sur eux et sont obligés de porter l'insigne détesté. Mais ils trouvent néanmoins des méthodes pour manifester leur véritable état d'esprit. Dans une circulaire envoyée à tous ses agents et employés, la direction des tramways municipaux de Vienne écrivait: "la direction centrale du Front patriotique nous informe de ce que ces derniers temps elle est maintes fois saisie de plaintes au sujet du fait qu'une grande partie (!) du personnel des tramways ne porte pas d'insigne ou un insigne fort endommagé, placé à un endroit impossible". (Bulletin de la direction N°24/1 du 16 janvier.)

L'uniforme des chauffeurs de taxi. (I.T.F.) Les chauffeurs de taxi allemands sont obligés de se pourvoir dans les prochains mois d'un uniforme. Il leur a été prescrit de porter une tunique grise avec pantalon long ou pantalon court avec jambières en cuir. Ils doivent porter avec cela une casquette à visière. Depuis que l'officier d'état major du chef des chemins de fer de campagne de l'armée allemande, le directeur Benninghof a été placé à la tête de la "section nationale des transports automobiles", l'industrie des taxis allemands est réorganisée conformément au désir de l'état-major général. En prescrivant aux chauffeurs de taxi allemands le port de cet uniforme, on donne une manifestation extérieure à l'incorporation des chauffeurs de taxi dans l'armée allemande. * pendant la guerre

Les revenus sont rognés. (I.T.F.) La direction générale de la société des chemins de fer allemands a invité par une circulaire les directions régionales à lui faire connaître par retour du courrier le nombre des agents "en surnombre" dans les dépôts relevant de leur autorité. Elle leur a aussi recommandé d'observer toutes les économies, également pour le personnel employé de manière "productive". La direction générale estime que les taux des salaires aux pièces des ouvriers des ateliers sont trop élevés, en considération de la situation financière critique de la Reichsbahn. Ces taux des salaires aux pièces ont déjà été diminués les dernières semaines des 30% qu'ils étaient en moyenne jusqu'à 25%. Dans des réunions organisées par certaines directions régionales il a été communiqué qu'une réduction ultérieure jusqu'à une moyenne de 15% était probable. Si pareille réduction était pratiquée, un ouvrier spécialiste ne toucherait plus dorénavant comme revenu net mensuel que 120 à 130 marks.

Amsterdam, le 16 mars 1936.

La situation financière de la Reichsbahn allemande.

(I.T.F.) L'histoire des chemins de fer allemands nous offre un exemple frappant et instructif de ce qu'est la politique financière dans un régime de dictature. Après l'aggravation de la crise économique allemande en 1930, les chemins de fer d'Etat allemands accusaient un déficit, mais les sommes nécessaires pour le combler pouvaient facilement être trouvées au moyen d'emprunts. Pendant les bonnes années, les chemins de fer allemands pouvaient se suffire à eux-mêmes et leurs dettes (les actions de priorité non comprises) ne s'élevaient fin 1929 qu'à environ 300 millions de marks. Fin 1935 cependant le chiffre des dettes avait monté à 1,800 millions de marks. A l'heure actuelle la Reichsbahn n'est même plus en mesure, appauvrie comme elle l'a été par les Nazis qui s'en sont servis pour financer le réarmement et dans toutes espèces d'autres buts, de payer les intérêts de ses dettes.

Afin d'être prêt pour toute éventualité l'outillage et le matériel roulant des chemins de fer ont été remis en état. On a même réparé à fond les 2.500 locomotives qui en 1932 avaient été froidement retirées du service. L'activité de construction se concentre autour des points d'importance stratégique. Les appareils de signalisation et de sécurité ont été perfectionnés, de vieilles cabines de manœuvre ont été renouvelées le block automatique a été mis en vigueur, les trains ont été équipés d'appareils de contrôle automatique, de nombreuses aiguilles et autant de signaux ont été équipés de lumière électrique, et des haut-parleurs ont été installés pour donner des instructions au public etc. Les chemins de fer ont en outre acquis un grand nombre de véhicules automobiles. Toutes ces préparatifs pour la guerre projetée par le Troisième Reich coûtent énormément d'argent.

Cette réorganisation des chemins de fer allemands en vue d'une guerre a été financée au moyen de crédits à courte échéance "de travaux pour combattre le chômage". On espérait convertir ces emprunts en 1933 en des emprunts à moyenne ou à longue échéance. Le marché financier allemand était toutefois réservé à des emprunts de réarmement et on ne pouvait songer à trouver de l'argent à l'étranger. La Reichsbahn devra par conséquent rembourser à partir de 1936 pendant 5 ans tous les ans 172 millions de marks de crédit à court terme. Le prêt de l'Etat de 500 millions fourni en janvier 1936 n'a pratiquement apporté aucune amélioration à la situation désastreuse vu que 400 millions devaient être employés immédiatement pour le remboursement de prêts à courte échéance contractés par les auto-roulottes nationales, entreprise dépendante de la Reichsbahn. De la sorte la Reichsbahn doit rembourser de ses propres ressources normales 72 millions de marks de traites échues. Les recettes de la Reichsbahn ont baissé à la suite des nombreux tarifs d'exception mis en vigueur. L'organe "Die Reichsbahn" (N° 1, 1936) écrit que les recettes découlant du trafic marchandises sont restées au-dessous de l'évaluation en raison des tarifs spéciaux accordés pour favoriser l'activité nationale (c'est-à-dire le réarmement), la construction des routes et pour les services fournis au Secours d'hiver (16 millions Rfd.). Des tarifs spéciaux ont aussi dû être accordés aux ports allemands et à certaines industries. Suivant le ministre des Communications les recettes par tonne kilomètre baissèrent de 4,44 pfennigs en 1932, à 3,66 pfennigs en 1935 (Frankfurter Zeitung 5 janvier 1936). Ceci signifie un recul de 17,6%, représentant une perte de 408.300.000 marks sur les recettes totales du trafic marchandises qui sont de 2,32 milliards.

En ce qui concerne le trafic voyageurs, les tarifs spéciaux imposés au profit des organisations nazies et des touristes étrangers ont donné lieu à un recul des recettes de 3,12 pfennigs par voyageur kilomètre en 1931 à 2,54 pfennigs en 1935. Ce recul de 18,6% est la conséquence de la diminution des tarifs des billets collectifs. Des groupes de membres du parti nazi ont droit à une réduction de 25% et même de 50% en seconde classe lorsqu'il s'agit de se rendre à des manifestations spéciales. La société récréative "La force par la joie" organise ses voyages sur la base des tarifs accordés pour les transports de militaires (1 pfennig par kilomètre). Si les tarifs existants le 15 mai 1933 étaient restés en vigueur, la Reichsbahn aurait retiré du trafic voyageur un supplément de recettes de 93,900.000 Mk.

De la sorte la Reichsbahn a perdu au total 501.500.000 marks de recettes pour le bon plaisir des industriels du réarmement et du parti nazi. Il convient d'ajouter, suivant les constatations du ministre des Communications une somme de 323.000.000 (900 % des recettes brutes) comme une contribution directe à l'Etat, portant la contribution de la Reichsbahn aux charges du pays à 23 % de ses recettes brutes.

Le résultat de toutes ces circonstances est un effondrement complet des finances de la plus grande entreprise d'Allemagne. La Reichsbahn doit vivre de son propre capital. Le ministre des Communications constate à ce propos: "Un resserrement des dépenses n'est effectué qu'au détriment des biens de la Reichsbahn. L'entretien des installations, le renouvellement de la voie et le perfectionnement du matériel roulant peuvent être suspendus pendant un certain temps, mais il est impossible à la longue de ralentir l'entretien et le renouvellement dans la mesure pratiquée ces dernières années. Les dépenses supplémentaires nécessaires en sus du budget de 1936 pour l'exécution d'un programme normal d'entretien et de renouvellement sont évaluées à 136 millions. Or que le budget accuse déjà un déficit de 29 millions, il serait nécessaire de rassembler 165 millions au-dessus des recettes évaluées pour 1936. La Reichsbahn a proposé elle-même d'être mise en mesure de faire ces dépenses nécessaires en étant exonérée des versements qu'elle a actuellement à faire à l'Etat". L'Etat toutefois a besoin de l'argent de la Reichsbahn pour ses buts militaristes.

La Reichsbahn n'avait donc pas d'autre issue que d'augmenter les tarifs. L'administration croit qu'en réduisant les dépenses au minimum on pourrait de cette manière atteindre une augmentation des recettes de 100 millions. "Si on devait uniquement s'arrêter à des considérations économiques la chose la plus logique serait de demander que les 100 millions dont les chemins de fer ont besoin tous les ans soient obtenus par une légère augmentation des tarifs spéciaux -- qu'on ne peut déjà plus qualifier d'exceptionnels-- existant dans le trafic voyageurs." --Ainsi écrit le représentant des industriels de la Ruhr dans le Berliner Tageblatt (N° 8). "Des considérations d'ordre social et politique constituent cependant un obstacle et la méthode indiquée n'est pas praticable. La participation aux festivités et démonstrations du parti nazi diminuerait dans une mesure effroyable si les subventions accordées aux frais de la Reichsbahn devaient cesser. Il ne restait donc qu'une seule méthode, le recours à l'augmentation des tarifs marchandises. A partir du 20 janvier tous les tarifs marchandises (à l'exception de certaines denrées alimentaires importantes) ont été augmentés de 5%. Cette augmentation ne produira pas les 100 millions qu'on en attendait, vu les pertes dérivant de la concurrence du transport routier. Devant les protestations des industriels, la Reichsbahn a dû renoncer à l'idée d'augmenter ses revenus en supprimant les tarifs spéciaux pour le transport de certaines marchandises. Elle cherche à présent à faire des économies aux frais de la sécurité et du personnel. A la place des 136 millions que le ministre des transports demandaient pour l'exécution d'un "Programme normal d'entretien et de renouvellement", on ne passera des commandes que pour un montant de 45 millions, soit moins du tiers de la somme prévue ! Les taux des travaux aux pièces payés aux ouvriers des ateliers ont déjà été réduits de 16 1/2 % et de nouveaux avilissements sont annoncés. La Reichsbahn saignée à blanc par les Nazis doit continuer à vivre au moyen de nouvelles atteintes aux conditions de travail du personnel et à ses biens.
